

**Commission paritaire de l'industrie des tabacs**

**Convention collective de travail du 11 juin 2001  
Modification de la convention collective de travail du 20 janvier 1989 fixant les conditions de  
travail dans les entreprises fabriquant du tabac à fumer, à mâcher et à priser**

**Chapitre I – Champ d'application**

Art. 1<sup>er</sup>. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et travailleurs des entreprises fabriquant principalement du tabac à fumer, à mâcher et à priser et qui ressortissent à la Commission paritaire de l'industrie des tabacs.

On entend par travailleurs: les ouvriers et les ouvrières.

**Chapitre II – Dispositions**

Art. 2. L'article 3 §1 de la convention collective de travail du 20 janvier 1989 fixant les conditions de travail dans les entreprises fabriquant du tabac à fumer, à mâcher et à priser, rendue obligatoire par arrêté royal du <sup>27.03.90</sup> (Moniteur belge du <sup>11 mai 90</sup>), est remplacé par la disposition suivante:

« Article 3 §1. Les salaires horaires minimums des ouvriers majeurs sont fixés comme suit pour une semaine de travail de 37h30' dans le cadre de la marge maximale qui est prévue pour l'évolution du coût salarial pour les années 2001-2002 et qui s'élève à 6 p.c. indexations comprises.

- Compte tenue de la première augmentation salariale prévue dans cette marge salariale au 1er avril 2001 qui s'élève à 0,1239 EUR/ l'heure et qui est à appliquer aux salaires conventionnels en vigueur et aux salaires effectivement payés, les salaires horaires minimum s'élèvent au 1er avril 2001 à:

catégories	salaires horaires minimum
I	8,6502
II	9,0878
III	9,2303

Ces montants correspondent à la moyenne des indices quadrimestriels du premier trimestre 2001, à savoir 106,53.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |  
 21 -09- 2001 | 19 -12- 2001

N<sup>o</sup> 60 382 / 01 / 133

Une deuxième augmentation est prévue sous les mêmes conditions au 1er avril 2002 qui s'élève à 0,10 EUR/ l'heure étant entendu qu'une dernière augmentation sera appliquée éventuellement au 1er octobre 2002, après avoir calculé à cette date la somme sur les deux années des adaptations à l'index et des augmentations salariales appliquées et à imputer sur la marge disponible de 6 p.c..

La base de calcul des 6 p.c. a été fixée comme telle:  
le salaire horaire conventionnel du mois de janvier 2001 de la 2e catégorie, soit 8,9278 EUR/ l'heure mis en regard avec le salaire horaire conventionnel du mois d'octobre 2002 de la même catégorie en adaptant effectivement les salaires au 1er octobre 2002.

En outre, au 1er octobre 2001 une prime unique brute de 86,76 EUR est accordée, y compris un minikit euro pour autant que cette possibilité soit prévue par les instances compétentes, à déduire de la prime unique brute et à octroyer dès que possible à partir du 1er octobre 2001, mais au plus tard le 15 décembre 2001.

Cette prime est octroyée sur base de la possibilité prévue par l'accord interprofessionnel précité du 22 décembre 2000 de consentir un effort supplémentaire exceptionnel et non récurrent de 0,40 p.c. au maximum du coût salarial horaire ».

Art. 3. L'article 4 de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

« Article 4. A partir du 1er avril 2001, tous les jeunes travailleurs de moins de 20 ans ont droit au salaire à 100 p.c. pour autant qu'ils soient liés à l'entreprise par n'importe quel contrat depuis plus de trois mois; pour les trois premiers mois, ils ont droit à 90 p.c. du salaire. ».

art. 4. L'article 6 dernier alinéa de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par la disposition suivante:



« Article 6 dernier alinéa. Cette indemnité qui est fixée par la Commission paritaire de l'industrie des tabacs, est octroyée du premier au septante-cinquième jour de chômage et s'élève à 4,4038 EUR (= 177,65 F) à partir du 1er janvier 2001.

Ce montant correspond à la moyenne des indices quadrimestriels du 4e trimestre 2000, à savoir 106,10 » .

A partir du 1er janvier 2003 l'indemnité de sécurité d'existence correspondra à un montant lié à l'indice des prix à la consommation qui s'élève à 4,8513 EUR (= 195,70 F) au premier janvier 2001 mis en regard de la moyenne des indices quadrimestriels du 4e trimestre 2000, à savoir 106,10 ».

Art. 5. L'article 7 de la convention collective de travail citée à l'article 2 est remplacé par l'article 8, l'article 9 remplace l'article 8, l'article 10 remplace l'article 9, l'article 11 remplace l'article 10 et un nouvel article 11 est inséré:

« Article 11. C. jour de carence

A partir du 1er avril 2001, le jour de carence prévu par l'article 52 de la loi du 3 juillet 1978 concernant les contrats de travail, est supprimé et tombe à charge de l'employeur. »



Art. 6

Compte tenu de l'article 4 de la présente convention, le dernier alinéa du nouvel article 8 au sujet de la prime de départ, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8 dernier alinéa. A partir du 1er janvier 2001, les travailleurs licenciés pour manque de travail ont droit au solde de la prime de départ qui leur est octroyée après expiration du délai de préavis. »

Dans le premier alinéa les mots « à l'article 7 » sont remplacés par « à l'article 6 »

et dans l'alinéa 1 du nouvel article 9 les mots « à l'article 9 » sont remplacés par « à l'article 8 »



art. 7

L'article 12 alinéa 1 de la convention collective de travail citée à l'article 2 du est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12 alinéa 1. A partir du 1er janvier 2001, le congé d'ancienneté est fixé à :

- 1 jour de congé pour 4 à 8 années de service
- 2 jours de congé pour 9 à 13 années de service
- 3 jours de congé pour 14 à 18 années de service
- 4 jours de congé pour 19 à 23 années de service
- 5 jours de congé pour 24 années de service ou plus.

Un nouvel alinéa 2 est inséré :

«A partir du 1er janvier 2001, le congé d'ancienneté est appliqué de manière proportionnelle au temps de travail dans lequel le travailleur est occupé au moment où il prend ce congé : ceci implique que lors d'un emploi à temps partiel le congé est appliqué sur la base du régime de travail de cet emploi à temps partiel et quand le travailleur passe de nouveau à un emploi à temps plein, que ce congé est appliqué de nouveau suivant le régime de travail d'un emploi à temps plein. ».

**Chapitre III. Mesures transitoires**

Art. 8. Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en franc belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

4

Art. 2

	EUR	BEF	
Alinéa 2	0,12 39 8,65 02 9,08 78 9,23 03.	5 348,95 366,60 372,35	Alinéa 2
Alinéa 4	8,9278	360,15	Alinéa 4
Alinéa 5	86,76	3 500	Alinéa 5

Art. 4

	EUR	BEF	
	4,4038	177,65	

**Chapitre IV – durée – validité**

Art. 4 La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et a la même durée de validité que la convention collective de travail qu'elle modifie.

Chacune des parties contractantes peut dénoncer la présente convention, moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Commission paritaire de l'industrie des tabacs et à chacune des parties contractantes.

**Paritair Comité voor het tabaksbedrijf**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 juni 2001  
Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 januari 1989 tot vaststelling van de  
arbeidsvoorwaarden in de rook-, pruim- en snuiftabak ondernemingen**

**Hoofdstuk I – Toepassingsgebied**

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers van de ondernemingen die hoofdzakelijk rook-, pruim- en snuiftabak vervaardigen en onder het Paritair Comité voor het tabaksbedrijf ressorteren.

Onder werknemers wordt verstaan: de arbeiders en de arbeidsters.

**Hoofdstuk II - Beschikkingen**

*van 20 januari 1989 tot vaststelling van de arbeidsvoorwaarden in de ondernemingen die rook-, pruim- en snuiftabak vervaardigen, algemeen verbindingsverklaring bij koninklijk besluit van 12 maart 1990 (B.S. van 11 mei 1990) wordt vervangen door de volgende bepaling:*

Art. 2. Artikel 3 §1 van de collectieve arbeidsovereenkomst ~~genoemd in artikel 2~~ wordt ~~vervangen door de volgende bepaling:~~

“Artikel 3 §1. De minimumlonen voor de meerderjarige werknemers worden als volgt vastgesteld voor een arbeidsweek van 37u30’ in het raam van de maximale marge voor de loonkosten-ontwikkeling voor de jaren 2001-2002 die in aansluiting op de mogelijkheid voorzien in het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 is vastgesteld op 6 pct. index-aanpassingen inbegrepen.

- Rekening houdende met een eerste loonsverhoging voorzien in deze loonmarge op 1 april 2001 die 0,1239 EUR/ uur bedraagt en toe te passen is op de bestaande conventionele lonen en op de effectief uitbetaalde lonen, bedragen de minimumlonen op 1 april 2001:

categorieën	minimumuurlonen
I	8,6502
II	9,0878
III	9,2303

Deze bedragen stemmen overeen met het gemiddelde van de viermaandelijke indexcijfers van het eerste kwartaal 2001, zijnde 106,53.

Een tweede verhoging is onder dezelfde voorwaarden voorzien op 1 april 2002 die 0,10 EUR/ uur bedraagt

met dien verstande

dat een eventuele laatste verhoging wordt toegepast op 1 oktober 2002, na berekening op die datum van de som over de twee jaar van de indexaanpassingen en de toegepaste loonsverhogingen en aan te rekenen op de beschikbare marge van 6 pct..

De basis voor de berekening van de 6 pct. is als volgt vastgesteld:

het conventionele uurloon van de maand januari 2001 voor de 2de categorie, zijnde 8,9278 EUR/ uur tegenover het conventionele uurloon voor dezelfde categorie van de maand oktober 2002 waarbij de lonen effectief op 1 oktober 2002 worden aangepast.

Op 1 oktober 2001 wordt daarenboven een eenmalige bruto premie toegekend van 86,76 EUR, met inbegrip van een euro minikit voor zover deze mogelijkheid door de bevoegde instanties wordt voorzien, in mindering te brengen op de eenmalige bruto premie en toe te kennen zodra mogelijk vanaf 1 oktober 2001, doch uiterlijk op 15 december 2001.

Deze premie wordt toegekend op basis van de mogelijkheid voorzien in eerder genoemd I-interprofessioneel A-akkoord van 22 december 2000 een uitzonderlijke en niet recurrente extra inspanning te leveren van maximaal 0,40 pct. van de uurloonkost”.

Art. 3. Artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 4. Alle werknemers jonger dan 20 jaar hebben vanaf 1 april 2001 recht op het loon aan 100 pct. voor zover zij met de onderneming verbonden zijn door om het even welke overeenkomst sinds meer dan drie maanden: voor de eerste drie maanden hebben zij recht op 90 pct.”

Art. 4. Artikel 6 laatste alinea van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 6 laatste alinea. Deze uitkering die wordt vastgesteld door het paritair comité voor het tabaksbedrijf wordt toegekend van de eerste tot de vijfenzeventigste werkloosheidsdag en bedraagt 4,4038 EUR (= 177,65 F) vanaf 1 januari 2001.

Dit bedrag stemt overeen met het gemiddelde van de viermaandelijke indexcijfers van het 4de kwartaal 2000 zijnde 106,10.

Vanaf 1 januari 2003 stemt de bestaanszekerheidsvergoeding overeen met een bedrag gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen dat 4,8513 EUR bedraagt (= 195,70 F) op 1 januari 2001 tegenover het gemiddelde van de 4 maandelijke indexcijfers van het 4de kwartaal 2000 zijnde 106,10. »

Art. 5. Artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door artikel 8, artikel 9 vervangt artikel 8, artikel 10 vervangt artikel 9, artikel 11 vervangt artikel 10 en een nieuw artikel 11 wordt ingevoegd :

“Artikel 11. C. Carensdag  
Vanaf 1 april 2001 wordt de carensdag voorzien bij artikel 52 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, afgeschafte en valt ten laste van de werkgever.”

Art. 6. Rekening houdende met artikel 4 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt de laatste alinea van het nieuwe artikel 8 omtrent de afscheidspremie vervangen door de volgende bepaling:

Artikel 8 laatste alinea. Vanaf 1 januari 2001 hebben de wegens gebrek aan werk ontslagen werknemers recht op het saldo van de afscheidspremie die hen wordt toegekend na afloop van de opzeggingstermijn .”

In alinea 1 worden de woorden “bij artikel 7” vervangen door “bij artikel 6”.

en in alinea 1 van het nieuwe artikel 9 worden de woorden “bij artikel 9” vervangen door “bij artikel 8”.

Art. 7. Artikel 12 alinea 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst genoemd in artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

“Artikel 12 alinea 1. *Vanaf 1 januari 2001 wordt het ancienniteitsverlof als volgt vastgesteld:*  
1 dag verlof voor 4 tot en met 8 dienstjaren  
2 dagen verlof voor 9 tot en met 13 dienstjaren  
3 dagen verlof voor 14 tot en met 18 dienstjaren  
4 dagen verlof voor 19 tot en met 23 dienstjaren  
5 dagen verlof voor 24 dienstjaren of meer

een nieuwe alinea 2 wordt ingevoegd:

Vanaf 1 januari 2001 wordt het ancienniteitsverlof proportioneel toegepast volgens de arbeidstijd waarin de werknemer is tewerkgesteld op datum van opname van het ancienniteitsverlof: dit houdt in dat bij een deeltijdse betrekking het verlof wordt toegepast op basis van het arbeidsregime van deze deeltijdse betrekking en dat bij opnieuw overschakelen naar een voltijdse betrekking dit verlof opnieuw wordt toegepast volgens het arbeidsregime van de voltijdse betrekking.

**Hoofdstuk III – Overgangsmaatregelen**

Art. 8. De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

## Art. 2

	EUR	BEF	
Alinea 2	0,1239 8,6502 9,0878 9,2303	5 348,95 366,60 372,35	Alinea 2
Alinea 4	8,9278	360,15	Alinea 4
Alinea 5	86,76	3 500	Alinea 5

## Art. 4

	EUR	BEF	
	4,4038	177,65	

**Hoofdstuk IV– Duurtijd - Geldigheid**

Art. 9. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en heeft dezelfde geldigheidsduur als de collectieve arbeidsovereenkomst die zij wijzigt.

Ieder der contracterende partijen kan deze overeenkomst opzeggen, mits een opzeggingstermijn van 3 maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het tabakbedrijf en aan elk der contracterende partijen.